

## « Détachement de travailleurs: dynamiser les coopérations transnationales »

### Le projet en Bref

#### Description du projet

Support d'une politique globale de promotion d'emplois de qualité et d'une protection sociale adéquate, la démarche Eurodétachement contribue à une meilleure application de la Directive 96/71/CE en améliorant l'efficacité des coopérations transnationales et des collaborations entre les parties prenantes des opérations de détachement.

Les 5 projets successifs ont adopté un **parti pris** : Il existe des lieux institutionnels dans lesquels les discussions politiques ou techniques se développent. La démarche n'a pas vocation à intervenir dans ce processus en formulant, par exemple, des préconisations d'ordre juridique ou organisationnel au plan européen, mais à renforcer les coopérations et collaborations opérationnelles selon un **cadre méthodologique spécifique** :

- partir des pratiques des professionnels et s'inscrire dans le cadre juridique existant,
- impliquer à la fois le niveau européen à travers une approche sectorielle (partenaires sociaux des secteurs clefs de la construction, de l'agriculture et du travail temporaire) et les niveaux nationaux (autorités publiques nationales et partenaires sociaux) afin de produire un impact sur le « système d'acteurs »,
- travailler entre « pays d'accueil » et « pays d'envoi » pour renforcer les coopérations de part et d'autre des lieux d'exécution du travail et des lieux d'établissement des entreprises,
- proposer un espace d'échange transnational entre les autorités publiques et les partenaires sociaux portant sur les actions mises en œuvre.

Le **4ème projet Eurodétachement** (2016-2017), associant 13 Etats membres partenaires, a permis d'expérimenter des coopérations transnationales opérationnelles et d'identifier des défis à relever dans le contexte de création de l'Autorité Européenne du Travail: animation d'un réseau de professionnels, définition d'objectifs de coopération pragmatiques et réalistes, association au niveau national de nouvelles parties prenantes afin de favoriser les synergies entre les initiatives.

De ce constat est né le 5<sup>ème</sup> projet, **Détachement de travailleurs : dynamiser les coopérations transnationales**. Il a regroupé de 2019 à 2021 les administrations du travail de 15 Etats Membres (Belgique, Bulgarie, Croatie, Estonie, France, Irlande, Italie, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Suède), une ONG en Allemagne (« Arbeit und Leben » dans deux länder Hambourg et Berlin), les partenaires sociaux européens du secteur de la construction, la FIEC, la FETBB, de l'agriculture, l'EFFAT, et du travail temporaire, WEC Europe ainsi que la CES.

2 objectifs opérationnels, organisés en 2 volets, ont été poursuivis, impliquant un programme d'activités propres :

#### 1- Développer des « plans de coopération » opérationnels.

Les participants ont co-construit et mis en œuvre 12 plans de coopération selon trois modalités : actions de contrôle et de surveillance (échanges d'information, inspections conjointes et concertées, création de documents de travail conjoints)/ d'information et de sensibilisation (séminaires, brochures)/prévention (information des entreprises utilisatrices, des entreprises et des travailleurs dans des travaux saisonniers agricoles).

Ces activités ont été très profondément impactées par la crise sanitaire à compter de mars 2020. A compter de cette date, les plans de coopération ont été exclusivement mis en œuvre selon des modalités de travail à distance, tout comme les 8 ateliers de partage qui se sont tenus à distance en avril et mai 2021 et dont ont bénéficié l'ensemble des participants aux plans de coopération.

#### 2- Identifier face à des montages juridico-financiers « complexes » frauduleux les freins et les marges de manœuvre pour le contrôle et la surveillance.

Pour ce volet, Les partenaires du projet ont été invités à répondre à un questionnaire sur leurs pratiques en matière de lutte contre les fraudes complexes au détachement. Cet état des lieux a permis de dégager des dimensions communes rendant problématiques l'action contre ces fraudes et de mieux cerner des « profils » de cas de fraudes complexes. Sur cette base, un « focus-group » composé de représentants de 10 Etats membres partenaires a permis de préparer et documenter un séminaire d'échange de pratiques qui, sous la forme d'études de cas, s'est tenu à Hambourg en septembre 2019.

## Les enseignements du projet

A l'issue du projet, plusieurs **leviers d'action** confirment leur pertinence pour améliorer les pratiques de coopération transnationale et la collaboration entre les parties prenantes au plan national:

- la complémentarité des actions menées entre pays d'envoi et pays d'accueil et entre les différentes parties prenantes
- Une meilleure compréhension des situations rencontrées, notamment des mécanismes de fraude complexe,
- l'adaptation et la montée en compétences des organisations à ces nouvelles pratiques de coopération qui, avec la consolidation de réseaux de professionnels poursuivent l'objectif de transférabilité des compétences et de pérennisation des actions conduites.

Si avec le recul des projets successifs conduits dans le cadre de la démarche Eurodétachement les progrès sont incontestables, la coopération transnationale s'inscrit toutefois dans la durée. Elle se construit pas à pas et nécessite complémentarité et synergie des initiatives au plan européen pour gagner en efficacité.

## L'impact du projet

La grande majorité des plans de coopération construits et mis en œuvre au cours de l'action ont été conçus par les partenaires pour s'inscrire dans la perspective d'une **coopération durable**.

De manière plus générale, ce 5ème projet Eurodétachement a consolidé une **dynamique** visant à améliorer les coopérations transnationales que les partenaires souhaitent soutenir et poursuivre.

L'expérience acquise au cours des projets successifs permet d'engager aujourd'hui un réel processus de transfert des enseignements et des pratiques mises en œuvre, tout en poursuivant le développement de ces pratiques.

En témoigne la volonté des partenaires d'améliorer la lisibilité des actions menées et de partager l'expérience acquise qui a conduit à une forte mobilisation des professionnels de terrain lors des ateliers de partage réalisés en mai et juin 2021.

Ces ateliers ont également permis de valoriser et mutualiser le travail réalisé au cours du projet par les équipes transnationales.

Organisés autour de **thématiques transverses**, ils ont regroupé les participants aux plans de coopération autour des questions clefs de méthodologie de contrôle, de la qualité des échanges d'information, des actions d'information et de sensibilisation des employeurs et des travailleurs, de la pérennité des coopérations.

Elément conjoncturel ou préfigurant de nouvelles pratiques, la question de l'organisation d'activités de coopération exclusivement à distance, est devenue également un objet de partage et d'apprentissage en soi.

Dans le prolongement de la conférence finale du projet à laquelle ont participé 24 Etats membres, les résultats du projet sont présentés sous la forme d'un panorama des plans de coopération et d'une synthèse du second volet du projet portant l'étude de « cas complexes » avec l'intégration de fiches-action illustrant les pratiques développées par les partenaires.

## Panorama des activités

### “ La coopération en action ”: plans de coopération mis en œuvre

#### BE/BG

**Partenaires :** Service public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale/ General Labour Inspectorate Executive Agency

**Thématiques :** contrôle et surveillance, s'appuyer sur la complémentarité des actions menées de part et d'autre des frontières, cas complexes

**Calendrier :** 16 17\_10\_2019 (BE), 17 18\_03\_2021 (webinar)

#### BE/IE

**Partenaires:** SPF Emploi, Travail et Concertation sociale/ Workplace Relations Commission

**Autres parties prenantes:** Department of social protection (IE)

**Thématiques :** contrôle et surveillance, améliorer les échanges d'information et construction du réseau, accès et usage des données sur le détachement

**Calendrier :** 3 4 5\_03\_2021 (webinar)

#### BE/IT

**Partenaires :** Service public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale/ Ispettorato Nazionale del lavoro

**Thématiques :** contrôle et surveillance, améliorer les échanges d'information et construction du réseau

**Calendrier :** 9 10 12\_03\_2021 (webinar)

## BG/DE

**Partenaires :** General Labour Inspectorate Executive Agency/ Arbeit und Leben Berlin

**Autres parties prenantes :** SOKA BAU (DE), OSH Authority (DE)

**Thématiques :** accompagner et informer les travailleurs bulgares, s'appuyer sur une communication et une lisibilité de la coopération transnationale, établir un partenariat dans le cadre d'un accord ministériel Bulgarie Allemagne

**Calendrier :** 5 6 \_12\_2019 (DE)

## BG/FR

**Partenaires:** General Labour Inspectorate Executive Agency/ Direction Générale du Travail

**Autres parties prenantes :** PODKREPA (BG), NSSI (BG), Agence d'emploi (BG), Commission Anti traffic (BG) FGA CFDT (FR), MSA (FR)

**Thématiques:** informer les employeurs bulgares, les entreprises utilisatrices françaises dans le secteur de l'agriculture

**Calendrier :** 23 to 26\_09\_2019 (FR), 23\_03\_2021 (webinar), 25\_03\_2021 (webinar)

## DE/NO

**Partenaires:** Arbeit und Leben Hamburg/Norwegian Labour Inspection Authority

**Autres parties prenantes:** Hamburg Authorities (DE), OSH Authority (DE), Deutsche Rentenversicherung, (DE), SOKA Bau (DE), Construction Business (DE)

**Thématiques:** Organiser l'accompagnement des travailleurs migrants et détachés

**Calendrier :** 25 26\_02\_2020 (DE), 07\_12\_2020 (webinar)

## EE, LU, LV, NO, PL, SE

**Partenaires:** Labour Inspectorate of Estonia, Inspection du travail et des mines, State Labour Inspectorate of the Republic of Latvia, Norwegian Labour Inspection Authority, National Labour Inspectorate (Państwowa Inspekcja Pracy), Swedish Work Environment Authority

**Autres parties prenantes:** Voivodeship Labour Office– Rzeszów (PL), Border Guard (PL)

**Thématiques :** contrôle et surveillance, améliorer les échanges d'information et travailleurs des pays tiers, création d'un réseau

**Calendrier :** 25\_26\_02\_2020 (PL), 14\_12\_2020 (webinar), 25\_26\_01\_2021 (webinar), 16\_02\_2021 (webinar), 6\_7\_04\_2021 (webinar)

### FR/IT

**Partenaires:** Direction Générale du Travail/ Ispettorato Nazionale del lavoro

**Thématiques:** accord bilatéral FR/IT, contrôle et surveillance, améliorer les échanges d'information et création du réseau

**Calendrier:** 19\_11\_2020 (webinar), 19\_03\_2021 (webinar) , 26\_03\_2021 (webinar), 11\_05\_2021 (webinar)

### FR/PT

**Partenaires:** Direction Générale du Travail/ Autoridade para as Condições do Trabalho

**Autres parties prenantes:** Service public Fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (BE), Inspection du travail et des mines (LU), Social Security Institute (PT), UGT-União Geral de Trabalhadores (PT), AICCOPN-Associação dos Industriais da Construção Civil e Obras públicas (PT), DG for Employment, Social Affairs and Inclusion (European Commission), Catholic University of Porto (PT), Portucalense Infante D. Henrique University (PT), Tilburg Law School (J Cremers), ACOSS

**Thématiques:** s'appuyer sur une stratégie de coopération transnationale intégrée, créer un réseau transnational de professionnels de proximité, informer les employeurs du secteur de la construction (en partenariat avec BE et LUX)

**Calendrier :** 12\_2019 (PT), 29\_01\_2020 (PT)

### IE/PT

**Partenaires:** Workplace Relations Commission/ Autoridade para as Condições do Trabalho

**Autres parties prenantes:** Sindicato dos Trabalhadores das Indústrias Transformadoras, Energia e Atividades do Ambiente Norte (SITE Norte) - CGTP- USP (PT), UGT-Porto (PT), AICCOPN - Associação

dos Industriais da Construção Civil e Obras Públicas (PT), APESPE RH – Associação Portuguesa das Empresas do Sector Privado de Emprego e de Recursos Humanos (PT)

**Thématiques :** informer les travailleurs comme mesure préventive, établir un accord de coopération PT / IE

**Calendrier :** 19 20\_12\_2019 (PT)

## PT/NO

**Partenaires:** Autoridade para as Condições do Trabalho /Norwegian Labour Inspection Authority

**Thématiques:** contrôle et surveillance, améliorer les échanges d'information, activités préventives (réseaux sociaux)

**Calendrier :** 05\_02\_2021 (webinar)

## PT/SE

**Partenaires:** Autoridade para as Condições do Trabalho/ Swedish Work Environment Authority

**Autres parties prenantes :** AICCOPN- Association of Civil Construction and civil engineering Industries (PT),

**Thématiques:** contrôle et surveillance, améliorer les échanges d'information

**Calendrier:** 3 4 5 6\_03\_2020 (SE), 18 19\_02\_2021 (webinar)

## “La coopération en action” : ateliers de partage

**Ateliers 1 et 2 (21 Avril 2021) :** Améliorer les échanges d'information

**Atelier 3 (28 Avril 2021) :** Faciliter le contrôle et la surveillance et créer un réseau transnational de professionnels

**Atelier 4 (28 Avril 2021) :** Communiquer avec les employeurs

**Ateliers 5 et 6 (5 Mai 2021) :** Communiquer et accompagner les travailleurs

**Ateliers 7 et 8 (12 Mai 2021) :** Construire des coopérations structurelles et durables-

## “La coopération en progression” : calendrier

**Questionnaire « cas complexes » (Février 2019) :** tous les Etats membres partenaires

**Focus Group (Riga – 21 Mars 2019)**

**Partenaires :** BE BG DE FR HR IE LV NL NO PT

**Atelier transnational (Hambourg – 12 Septembre 2019)**

**Partenaires :** BE BG DE EE FR HR IE IT LU LV NL NO PL PT RO SE, EFBWW

**Autres parties prenantes :** Juge d’instruction, Tribunal de première instance du Hainaut (BE), Service point Free Movement of Labour Hamburg (DE), EU Equal Treatment Office, Berlin (DE), SOKA BAU (DE), German Pension Insurance (DE), Hamburger Ministry of Labour, Social Affairs, Family and Integration (BASFI) (DE), General Konsulate Republic of Poland, DG for Employment, Social Affairs and Inclusion (European Commission)

**Etude de cas :**

L’évolution des montages frauduleux dans le secteur de la construction : une “ perspective historique” (ACT, PT)

L’implication des partenaires sociaux et la coopération transnationale dans un cas relevant de la construction navale-(Inspectorate SZW, NL)

La collaboration entre autorités publiques et organisations syndicales: une approche pour résoudre les problèmes rencontrés (EFBWW)

Un exemple de coordination judiciaire nationale et européenne: étapes, processus et suivi (SPF Emploi, Travail et Concertation sociale et Juge d’instruction, Tribunal de première instance du Hainaut, BE)

Un exemple d’enquête coordonnée au plan européen : étapes, processus et suivi (Ministère du travail et des retraites, HR)